

AVENANT A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU PROFIT DE L'ASSOCIATION « L'ÎLE AUX PARENTS » POUR LA GESTION DU LIEU D'ACCUEIL ENFANTS PARENTS Période contractuelle du 01/01/2024 au 31/12/2027

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération Gaillac Graulhet, représentée par son Président, Monsieur Paul SALVADOR, dûment habilité par délibération en date du 11 juillet 2020 et délégation de signature en date du 14 septembre 2020, dont le siège est situé Le Nay - 81600 Técou, ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération ou la collectivité », d'une part,

L'association « L'Île aux Parents », déclarée en préfecture sous le n°W812002838, représentée par sa Présidente, Madame Karima MADANI, conformément à la décision de son Conseil d'administration du 18 juillet 2023, dont le siège est situé rue de la Clavelle - 81600 Gaillac, ci-après dénommée « l'Association » d'autre part.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Dans le cadre de sa compétence « Petite Enfance », la Communauté d'Agglomération intervient auprès de structures associatives dont les actions présentent un prolongement de l'action publique issue du projet politique petite enfance dont les objectifs sont notamment de :

- Accroître et diversifier les possibilités d'accueil,
- Assurer une **implantation équilibrée** des équipements sur le territoire,
- Œuvrer dans une approche globale de l'enfant,
- Offrir à chaque enfant un parcours éducatif et cohérent de qualité, et faire vivre la charte nationale de l'accueil du jeune enfant et ses « 10 grands principes pour grandir en toute confiance »,
- Réduire les inégalités dès le plus jeune âge,
- Garantir un accès équitable pour tous,
- Accueillir la diversité (culturelle, familiale, sociale) et la différence (enfant en situation de handicap ou d'une maladie chronique),
- Soutenir les parents dans leur fonction parentale et accompagner chaque famille de manière individualisée.

Considérant le projet d'intérêt public local d'accueil de la petite enfance initié et conçu par l'association, conforme à son objet statutaire,

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Recu en préfecture le 21/12/2023

Publié le 21/12/2023

ID: 081-200066124-20231211-268_2023-DE

Considérant que l'Association a pour objet l'établissement et l'enrichissement des liens entre les

parents et les enfants, d'aider et soutenir les familles dans leur fonction parentale pour favoriser les

échanges, lutter contre l'isolement et la solitude des parents, favoriser la socialisation du jeune enfant.

La Communauté d'Agglomération et l'Association se sont rapprochées afin de formaliser leur

partenariat par la signature d'une Convention Pluriannuelle d'Objectifs.

La Communauté d'Agglomération a mis à disposition par convention en date du 22 octobre 2019 le

local du RPE à Gaillac à l'Association pour l'activité du Lieu d'Accueil Enfants Parents.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, la valeur locative du bâtiment est portée

au budget de la déclaration annuelle et au bilan comptable de l'Association.

La Communauté d'Agglomération souhaite préciser les conditions financières de la mise à disposition

du bâtiment.

La convention initiale a été conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature, renouvelable

tous les ans par tacite reconduction et pour une période ne pouvant excéder douze ans.

La Communauté d'Agglomération souhaite fixer la durée de la convention sur la même période que

celle de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

ARTICLE 1: MODIFICATION DES CLAUSES DE LA CONVENTION

ACTUEL LIBELLE DE L'ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES

La mise à disposition des locaux est consentie à titre gratuit.

NOUVEAU LIBELLÉ DE L'ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES

La mise à disposition des locaux est consentie à titre gratuit.

Toutefois, la valeur locative annuelle d'un montant de 5 000€ sera portée au budget de la déclaration

annuelle déposée auprès de la CAF du Tarn et au bilan comptable.

La Communauté d'Agglomération prendra en charge les dépenses en fluides (eau, énergie, chauffage).

L'Association prendre en charge les dépenses en communication (téléphonie et internet).

En cas d'inexécution de l'une des clauses de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs, la location à titre

gratuit pourra être résiliée de plein droit par la Communauté d'Agglomération sans formalité judiciaire.

2/3

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le 21/12/2023

ID: 081-200066124-20231211-268_2023-DE

En outre, la Communauté d'Agglomération pourra donner congé au délégataire dans les cas ci-dessous :

• Réduction de compétence (cas où la Communauté d'Agglomération n'exercerait plus la

compétence « construction, aménagement, entretien et gestion (directe ou déléguée)

d'équipements et services Petite enfance tels que les structures multi-accueil, les crèches

familiales, les Relais Assistantes Maternelles, les Lieux d'Accueil Enfants Parents »

Dissolution de la Communauté d'Agglomération

Cependant, sous réserve des hypothèses précédentes, dans les cas d'évolution du périmètre de l'EPCI

ou de fusion avec d'autres structures intercommunales, la convention reste en vigueur sans préjudice

de la décision de l'organe délivrant quant à la pérennité de la convention. Ladite convention fera l'objet

le cas échéant de modifications par avenant.

ACTUEL LIBELLÉ DE L'ARTICLE 10 : DURÉE ET PRISE D'EFFET

La présente mise à disposition est consentie à titre précaire et révocable pour une durée de trois (3)

ans à compter de sa signature, renouvelable tous les ans par tacite reconduction et pour une période

ne pouvant excéder douze ans.

NOUVEAU LIBELLÉ DE L'ARTICLE 10 : DURÉE ET PRISE D'EFFET

La présente mise à disposition s'appuie sur les engagements contractuels prévus dans la Convention

Pluriannuelle d'Objectifs. Aussi, la mise à disposition est consentie à titre précaire et révocable pour

une période du 01/01/2024 au 31/12/2027.

ARTICLE 2

Toutes les autres dispositions de la convention de mise à disposition demeurent applicables tant

qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles

prévalent en cas de contradiction.

Fait en deux originaux,

A Técou, le

Le Président de la Communauté d'Agglomération,

La Présidente de l'Association,

Paul SALVADOR

Karima MADANI

3/3